

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 30.811/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 19 octobre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités de la procédure de perception et de la désignation du fonctionnaire aux termes de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes", a donné le 29 novembre 2000 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 30.811/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 oktober 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wijze van inning en van de procedure tot aanwijzing van de ambtenaar bedoeld in de wet van 13 mei 1999 betreffende de invoering van gemeentelijke administratieve sancties", heeft op 29 november 2000 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Intitulé

Il est suggéré de réécrire l'intitulé de manière plus claire et plus respectueuse, quant à son ordre de présentation, du nouvel article 119bis, § 13, de la loi communale qu'il exécute. Cet intitulé serait le suivant :

"Arrêté royal fixant la procédure de désignation du fonctionnaire et de perception des amendes en exécution de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes.".

Préambule

1. Les considérants ne faisant que préciser que la loi doit être appliquée rapidement et que cela suppose que l'arrêté en projet soit pris, sont inutiles et seront omis.

2. Dans la version française du proposant, on écrira :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

.../...

Dispositif

Article 1er

1. Plusieurs discordances existent entre l'alinéa 1er et l'alinéa 3 de l'article 1er.

a) L'alinéa 1er dispose que doit être désigné soit le secrétaire communal, soit un fonctionnaire d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est exigé. Il en résulte donc que le secrétaire communal ne doit pas nécessairement être un fonctionnaire d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est exigé (1). Or, l'alinéa 3 prévoit qu'il doit être fait appel à un fonctionnaire provincial

"... lorsque dans l'administration communale, le secrétaire communal ou aucun autre fonctionnaire n'est en possession d'un diplôme universitaire du second cycle ou d'un diplôme équivalent",

(1) Le conseil communal fixe, dans un règlement, les conditions de nomination au grade de secrétaire communal, dans les limites prévues par l'arrêté royal du 20 juillet 1976 fixant la limite des dispositions générales relatives aux conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal. En vertu de l'article 4 de cet arrêté royal, tous les secrétaires communaux ne doivent pas nécessairement être titulaires d'un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat.

ce qui semble impliquer que le secrétaire communal doit lui aussi être en possession d'un diplôme universitaire de deuxième cycle ou d'un diplôme équivalent.

b) L'alinéa 1er mentionne un fonctionnaire d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est exigé, alors que l'alinéa 3 vise non pas le niveau, mais la possession d'un diplôme universitaire du second cycle ou un diplôme équivalent.

2. L'alinéa 1er dispose que le conseil communal désigne le fonctionnaire chargé d'infliger les sanctions administratives. Or, en vertu de l'article 119bis, § 2, alinéa 2, le fonctionnaire désigné par la commune n'est compétent que pour infliger les amendes administratives. Les autres sanctions, à savoir la suspension et le retrait administratifs d'une autorisation ou d'une permission délivrée par la commune ainsi que la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif sont imposés par le collège des bourgmestre et échevins.

3. La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"Le conseil communal désigne le secrétaire communal en qualité de fonctionnaire chargé d'infliger les amendes administratives. Il peut également désigner un fonctionnaire d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est exigé."

.../...

4. L'alinéa 3 précise : "... le conseil communal désigne un fonctionnaire provincial ...". La Nouvelle loi communale n'a pas prévu expressément la possibilité de désigner un fonctionnaire relevant de l'autorité provinciale. Pour remédier à cette lacune, il convient de prévoir une procédure de concertation entre autorités communale et provinciale en vue de la désignation d'un fonctionnaire de la province.

Article 2

Cette disposition prévoit que la décision d'imposer une amende administrative est notifiée au contrevenant conformément à l'article 109 de la Nouvelle loi communale. Or, l'article 109 de la Nouvelle loi communale ne règle nullement la notification des actes de la commune, mais la signature de ceux-ci.

Par ailleurs, la notification de la décision infligeant une amende administrative est déjà prévue par l'article 119bis, § 10, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale, qui dispose que :

"Cette décision est notifiée au contrevenant par lettre recommandée."

En conséquence, l'article 2 doit être omis.

.../...

Article 3

1. L'article 3 dispose que :

"L'amende administrative est acquittée, dans un délai d'un mois après que la décision soit devenue définitive ...".

Mieux vaut prévoir que l'amende administrative est acquittée dans un délai d'un mois après que la décision est devenue exécutoire. En effet, c'est cette expression qu'utilise l'article 119bis, § 11, de la Nouvelle loi communale, qui dispose que :

"La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'échéance du délai d'un mois à compter du jour de sa notification, sauf en cas d'appel en vertu du § 12.".

Quant à la décision du tribunal de police, elle sera immédiatement exécutoire puisque, d'une part, l'article 119bis, § 12, alinéa 4, de la Nouvelle loi communale dispose qu'elle n'est pas susceptible d'appel et que, d'autre part, un pourvoi en cassation n'a pas d'effet suspensif (1). Quant à la notion de décision définitive, elle s'applique non pas à une décision exécutoire, mais à une décision qui épuise la juridiction du juge sur une question litigieuse (2).

(1) L'article 1118 du Code judiciaire dispose : "En matière civile, le pourvoi n'est suspensif que dans les cas prévus par la loi.".

(2) Voir l'article 19 du Code judiciaire.

2. Il est suggéré d'écrire :

"... par un versement ou un virement sur un compte de l'administration communale."

S'il est probablement plus pratique que le versement ou le virement soient effectués au moyen du bulletin de versement ou de virement joint à la décision d'infliger une amende, l'utilisation de ces bulletins ne peut être une condition de validité du paiement.

Article 4

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Voorgesteld wordt het opschrift duidelijker te stellen en, wat de ordening ervan betreft, meer in overeenstemming te brengen met het nieuwe artikel 119bis, § 13, van de gemeentewet dat bij dit besluit ten uitvoer wordt gelegd. Het opschrift zou beter als volgt luiden :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de ambtenaar en van de wijze van inning van de geldboeten ter uitvoering van de wet van 13 mei 1999 tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties.".

Aanhef

1. De overwegingen, waarin uitsluitend wordt gepreciseerd dat de wet snel dient te worden toegepast en dat zulks de vaststelling van het ontworpen besluit veronderstelt, moeten als overbodig vervallen.

2. De Franse tekst van het voordrachtformulier dient te worden geredigeerd zoals wordt aangegeven in de Franse versie van dit advies.

.../...

Dispositief

Artikel 1

1. Er zijn verscheidene discrepanties tussen het eerste en het derde lid van artikel 1.

a) Het eerste lid bepaalt dat ofwel de gemeentesecretaris moet worden aangewezen, ofwel een ambtenaar die behoort tot een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een daarmee gelijkgesteld diploma vereist is. Daaruit vloeit dus voort dat de gemeentesecretaris niet noodzakelijk hoeft te behoren tot een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een daarmee gelijkgesteld diploma vereist is (1). Het derde lid bepaalt echter dat een beroep moet worden gedaan op een provincieambtenaar

"... wanneer in de gemeentelijke administratie de gemeentesecretaris of geen enkel andere gemeentelijk ambtenaar in het bezit is van een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkgesteld diploma".

-
- (1) De gemeenteraad bepaalt in een reglement de voorwaarden voor benoeming in de graad van gemeentesecretaris, binnen de grenzen voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 20 juli 1976 tot vaststelling van de grens van de algemene bepalingen betreffende de voorwaarden tot benoeming in de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger. Krachtens artikel 4 van dat koninklijk besluit hoeven niet alle gemeentesecretarissen noodzakelijkerwijs houder te zijn van één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen.

.../...

Zulks lijkt in te houden dat ook de gemeentesecretaris houder moet zijn van een universitair diploma van de tweede cyclus of van een gelijkwaardig diploma.

b) In het eerste lid is sprake van een ambtenaar die tot een niveau behoort waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een daarmee gelijkgesteld diploma is vereist, terwijl in het derde lid niet wordt verwezen naar een niveau, maar naar het houder zijn van een universitair diploma van de tweede cyclus of een daarmee gelijkgesteld diploma.

2. Het eerste lid bepaalt dat de gemeenteraad de ambtenaar aanwijst die is belast met het opleggen van de administratieve sancties. Krachtens artikel 119bis, § 2, tweede lid, is de door de gemeente aangewezen ambtenaar echter alleen bevoegd om administratieve geldboeten op te leggen. De overige sancties, te weten de administratieve schorsing en de administratieve intrekking van een door de gemeente afgegeven vergunning, alsook de tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een instelling, worden door het college van burgemeester en schepenen opgelegd.

3. Voor het eerste lid wordt de volgende lezing voorgesteld :

.../...

"De gemeenteraad wijst de gemeentesecretaris aan als de ambtenaar belast met het opleggen van administratieve geldboeten. Hij kan eveneens een ambtenaar aanwijzen die behoort tot een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma vereist is."

4. In het derde lid staat te lezen : "... wijst de gemeenteraad een provincieambtenaar (aan) ...". De nieuwe gemeentewet biedt niet uitdrukkelijk de mogelijkheid om een ambtenaar aan te wijzen die onder de provinciale overheid ressorteert. Om die lacune te ondervangen, moet worden voorzien in een procedure van overleg tussen de gemeentelijke en de provinciale overheid met betrekking tot de aanwijzing van een provincieambtenaar.

Artikel 2

Volgens die bepaling wordt de overtreder overeenkomstig artikel 109 van de nieuwe gemeentewet in kennis gesteld van de beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd. Artikel 109 van de nieuwe gemeentewet regelt echter geenszins de kennisgeving van de handelingen van de gemeente, doch de ondertekening ervan.

Voorts wordt de kennisgeving van de beslissing waarbij een administratieve geldboete opgelegd wordt, reeds voorgeschreven bij artikel 119bis, § 10, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

.../...

"Deze beslissing wordt bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de overtreder."

Artikel 2 moet dan ook vervallen.

Artikel 3

1. Artikel 3 schrijft voor :

"De administratieve geldboete wordt, binnen een termijn van één maand na het definitief worden van de beslissing, vereffend ...".

Het zou beter zijn voor te schrijven dat de administratieve geldboete betaald wordt binnen een maand nadat de beslissing uitvoerbaar is geworden. Dat is immers de formulering die wordt gebezigd in artikel 119bis, § 11, van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

"De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van een termijn van één maand vanaf haar kennisgeving, behoudens wanneer hoger beroep wordt aangetekend overeenkomstig § 12."

Een beslissing van de politierechtbank daarentegen is onmiddellijk uitvoerbaar, omdat enerzijds 119bis, § 12, vierde lid, van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat daartegen geen hoger beroep openstaat, en anderzijds voorziening in

.../...

cassatie geen schorsende kracht heeft (1). Bovendien is het begrip definitieve beslissing niet toepasselijk op een uitvoerbare beslissing, doch op een beslissing waarbij de rechter zijn rechtsmacht over dat geschilpunt volledig heeft uitgeoefend (2).

2. Voorgesteld wordt te schrijven :

"De administratieve geldboete wordt vereffend door storting of overschrijving op een rekening van het gemeentebestuur, binnen een termijn van één maand ...".

Het is wellicht praktischer dat de storting of de overschrijving geschiedt door middel van een stortings- of overschrijvingsformulier gevoegd bij de beslissing om een geldboete op te leggen, doch het gebruik van die formulieren mag geen voorwaarde voor de geldigheid van de betaling zijn.

Artikel 4

Er is geen grond om af te wijken van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van koninklijke besluiten.

(1) Artikel 1118 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt : "In burgerlijke zaken heeft de voorziening alleen schorsende kracht in de gevallen die de wet bepaalt."

(2) Zie artikel 19 van het Gerechtelijk Wetboek.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren
Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,
J.-M. FAVRESSE,

premier président,
eerste voorzitter,
conseillers d'Etat,
staatsraden,
assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par Mme V. FRANCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door Mevr. V. FRANCK,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS